

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher

Blois, le 02/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

Aalberts Surface Technologies

Chemin des Roses
41170 CORMENON

Références : 2023-0179

Code AIOT : 0010001766 – VAT20230109

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2023 dans l'établissement Aalberts Surface Technologies implanté Chemin des Roses 41170 CORMENON. L'inspection a été annoncée le 06/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Aalberts Surface Technologies
- Chemin des Roses 41170 CORMENON
- Code AIOT : 0010001766
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Installations de traitements de surfaces des métaux - SEVESO Bas

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Déclaration SEVESO
- Rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
10	Respect des VLE en concentration des rejets de la STEP interne	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.3.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Astreinte	Poursuite de l'astreinte et Liquidation partielle d'astreinte	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
5	Rubrique 4140.2	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2	/	Sans objet
6	Rubrique 4110.2	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2	/	Sans objet
7	Rubrique 4510	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2	/	Sans objet
12	Respect du programme d'autosurveillance des rejets de la STEP interne	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.3.1	Susceptible de suites	Sans objet
19	Prélèvement d'eau	AP Complémentaire du 26/12/2016, article 3.1.1.1	Susceptible de suites	Sans objet
21	Rubrique 4130.2a	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Recensement SEVESO	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 4	/	Sans objet
4	Produits	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.3.1.2	/	Sans objet
8	Etiquetage – données de sécurité	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.7.3	/	Sans objet
13	Surveillance amont / aval de la qualité des eaux de la Grenne	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.5.1	Susceptible de suites	Sans objet
15	Mesure du débit de la Grenne	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.3.1	Susceptible de suites	Sans objet
16	Entretien des réseaux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 16 II	Susceptible de suites	Sans objet
17	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.4	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Recensement SEVESO

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Recensement SEVESO
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le résultat du recensement est renseigné par l'exploitant dans une base de données électronique. Lorsque le recensement est effectué au 31 décembre de l'année concernée, dans le cadre de l'article L. 515-32 du code de l'environnement, il est procédé à l'actualisation de la base de données électronique au plus tard le 15 février de l'année suivante. Une base de données spécifique est constituée par le ministère de la défense pour les installations mentionnées à l'article R. 517-1 du code de l'environnement.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'exploitant procède au recensement régulier des substances ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans son établissement et a renseigné la base de données électronique SEVESO du Ministère.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Etat des matières stockées-dispositions spécifiques. [...]</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>Constats : L'état des stocks ne permet pas de servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état ne permet pas de connaître la nature et les quantités des substances, produits, matières ou déchets, réellement présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>L'état des stocks ne permet pas de répondre aux besoins d'information de la population.</p> <p>Observations : L'exploitant possède un tableau de recensement des produits dangereux susceptibles d'être présents dans son établissement. Ce tableau fait un état des stocks par bâtiment, puis par chaîne de traitement et par produits présents dans les cuves. Pour chaque produit il est indiqué le composant classable au titre des ICPE, la rubrique qui classe le produit, la quantité, les dangers et les phrases de risques.</p> <p>L'exploitant indique que l'état des stocks, sous ce format est mis à jour annuellement, car s'agissant de bacs de traitement il n'y a pas de variation quotidienne.</p> <p>Par ailleurs, quotidiennement, le logiciel ERP de l'établissement, Luxor, permet d'avoir un état des stocks des matières dangereuses. Le tableur d'état des stocks fait le lien avec le logiciel Luxor via les codes de produits qui y figurent.</p> <p>Au travers des vérifications réalisées par l'inspection des installations classées, par échantillonnage, il est mis en évidence que le tableur d'état des stocks comporte des erreurs : notamment des incohérences entre les quantités qui y figurent et les quantités qui figurent dans le logiciel LUXOR (par exemple pour le stockage d'acide nitrique) et classement ICPE erroné de</p>

<p>produits (un même produit figure sous des classements ICPE différents). Pour exemple, le produit Mélange BONDERITE M-CR ALODINE est classé dans le tableau en 4140.1 (forme solide) et en 4140.2 (forme liquide) alors que l'exploitant indique qu'il a une forme solide.</p> <p>Enfin, dans le tableau d'état des stocks figurent des produits correspondant à des lignes de traitement qui n'existent plus (exemple Ligne P83).</p> <p>Aussi, l'état des stocks n'est pas fiable et ne permet pas de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents réellement au sein de chaque zone d'activités ou de stockage de l'établissement.</p> <p>Un plan général des stockages figure dans le plan ETARE de l'établissement, sur lequel figurent les pictogrammes de danger.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.3.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Produits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Des pictogrammes, placés sur les lieux ou les portes d'accès des stockages rappellent les risques présentés par les produits.</p>
Constats : Pas d'écart constaté
<p>Observations : L'exploitant possède un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés dans l'établissement (même si celui-ci n'est pas fiable, cf point de contrôle précédent).</p> <p>Un plan général des stockages figure dans le plan ETARE de l'établissement, sur lequel figurent les pictogrammes de danger.</p> <p>L'inspection a procédé à des vérifications des affichages par échantillonnage dans les bâtiments 4 et 1 bis. Des pictogrammes, placés au niveau des accès des stockages et des cuves de traitement rappellent les dangers présentés par les produits.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rubrique 4140.2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration SEVESO
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Rubrique 4140.2 Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 1 t – régime NC. Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 0,15t</p>
Constats : L'exploitant justifiera la quantité maximale de produits classables sous la rubrique 4140.2 présents dans l'établissement .
<p>Observations : Dans sa déclaration SEVESO pour la rubrique 4140.2, l'exploitant a déclaré une quantité maximale stockée de 18,195 tonnes (liquide) alors qu'il est autorisé à une quantité de 0,15t (non classé) dans son arrêté préfectoral d'autorisation, pour cette rubrique et que le seuil d'autorisation est de 10 tonnes .</p> <p>Du fait de l'absence de fiabilité de l'état des stocks (cf point de contrôle n°2), l'exploitant se positionnera sur la quantité maximale de produits classables sous la rubrique 4140.2 présents dans l'établissement..</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rubrique 4110.2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration SEVESO
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Rubrique 4110.2 - Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 250 kg – régime A Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 11,05 t</p>
Constats : L'exploitant justifiera la quantité maximale de produits classables sous la rubrique 4110.2 présents dans l'établissement .
<p>Observations : Dans sa déclaration SEVESO pour la rubrique 4110.2a, l'exploitant a déclaré une quantité maximale stockée de 13,954 tonnes alors qu'il est autorisé à une quantité de 11,05 t dans son arrêté préfectoral d'autorisation, pour cette rubrique.</p> <p>L'état des stocks présenté en séance mentionne une quantité de 20t de produits classables sous la rubrique 4110.2.</p> <p>Cependant, du fait de l'absence de fiabilité de l'état des stocks (cf point de contrôle n°2), l'exploitant se positionnera sur la quantité maximale de produits classables sous la rubrique 4110.2 présents dans l'établissement .</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rubrique 4510

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration SEVESO
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubrique 4510 : Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aigue 1 et chronique 1. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 t (NC). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 17.6 t.
Constats : L'exploitant justifiera la quantité maximale de produits classables sous la rubrique 4510 présents dans l'établissement .
Observations : Dans sa déclaration SEVESO pour la rubrique 4510, l'exploitant a déclaré une quantité maximale stockée de 43.424 tonnes (liquide) alors qu'il est autorisé à une quantité de 17.6t dans son arrêté préfectoral d'autorisation, pour cette rubrique et que le seuil de déclaration est de 20 tonnes. Du fait de l'absence de fiabilité de l'état des stocks (cf point de contrôle n°2), l'exploitant se positionnera sur la quantité maximale de produits classables sous la rubrique 4510 présents dans l'établissement .
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Etiquetage – données de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Etiquetage – données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation et notamment des fiches de données de sécurité des produits lorsqu'elles existent. Ces documents doivent être regroupés et accessibles et opérationnels, par exemple sous forme de dossier permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) La toxicité et les effets des produits rejetés b) Leur évolution et les conditions de dispersion dans le milieu naturel c) La définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux d) Les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre e) Les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune, ou la flore exposées à cette pollution f) Les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses. g) Les fiches de données de sécurité des produits, lorsqu'elles existent sont intégrées à ce dossier <p>L'ensemble de ces documents est régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques. Ils sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Pas d'écart constaté
<p>Observations : L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité (FDS) des produits, qui ont été vérifiées par l'inspection par échantillonnage.</p> <p>Les FDS sont disponibles sur le réseau informatique de l'entreprise et dans le logiciel LUXOR. L'exploitant indique que les FDS et les fiches techniques produits sont demandées systématiquement avant toute commande de nouveau produit et l'accord du service HSE est nécessaire pour valider une commande de nouveau produit.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Respect des VLE en concentration des rejets de la STEP interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans les eaux superficielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définis » (en référence aux tableaux de l'article 3.1.6.3.1b de l'AP du 3 octobre 2005 modifié)
Constats : Les VLE des rejets aqueux en concentration ne sont pas respectées, notamment pour les paramètres suivants : phosphore, indice phénol, fer et nickel.
Observations : Mise en conformité demandée par AP de Mise en Demeure du 01/10/2018 (article 1) avec un délai accordé de 8 mois à compter de la notification de l'APMED. Le non-respect de cette prescription fait l'objet de l'arrêté préfectoral d'astreinte journalière du 25/05/2022. Constats réalisés lors de la visite du 24/01/2023 sur la base des éléments mis à la disposition de l'inspection suivants : - Autosurveillance externe : Rapport SGS, mesures réalisées le 08/12/2022 - Autosurveillance interne : Rapport SYPAC d'analyse hebdomadaire 2022 Semaines 35 à 50 - Contrôle inopiné du 26/10/2022 réalisé par INOVALYS Les VLE en concentration ne sont pas respectées quotidiennement depuis le 06/09/2022 (date de la dernière visite d'inspection sur le même sujet) sur un ou plusieurs paramètres : S35 : Fer : 0.12 mg/L pour une VLE à 0.1 mg/L // Nickel : 0.32 mg/L pour une VLE à 0.2 mg/L // Phosphore total : 5.8 mg/L pour une VLE à 2 mg/L // cyanures libres : 0.019 mg/L pour une VLE à 0.01 mg/L S36 : Nickel : 0.37 mg/L pour une VLE à 0.2 mg/L // Phosphore total : 4.16 mg/L pour une VLE à 2 mg/L // cyanures libres : 0.015 mg/L pour une VLE à 0.01 mg/L S37 : Indice phénol : 0.16 mg/L pour une VLE à 0.02 mg/L // Fer : 0.52 mg/L pour une VLE à 0.1 mg/L // Nickel : 0.26 mg/L pour une VLE à 0.2 mg/L // Phosphore total : 6.28 mg/L pour une VLE à 2 mg/L // DBO5 : 27 mg O2/L pour une VLE à 15 mg O2/L // cyanures libres : 0.011 mg/L pour une VLE à 0.01 mg/L S38 : Indice phénol : 0.049 mg/L pour une VLE à 0.02 mg/L // Fer : 0.2 mg/L pour une VLE à 0.1 mg/L // Nickel : 0.21 mg/L pour une VLE à 0.2 mg/L // Phosphore total : 3.02 mg/L pour une VLE à 2 mg/L // cyanures libres : 0.017 mg/L pour une VLE à 0.01 mg/L S39 : Fer : 0.17 mg/L pour une VLE à 0.1 mg/L // Phosphore total : 3.13 mg/L pour une VLE à 2 mg/L // Azote global : 343 mg/L pour une VLE à 50 mg/L S40 : MES : 18 mg/L pour une VLE à 10 mg/L // Indice phénol : 0.022 mg/L pour une VLE à 0.02 mg/L // Fer : 0.67 mg/L pour une VLE à 0.1 mg/L // Nickel : 0.23 mg/L pour une VLE à 0.2 mg/L // Chrome : 0.071 mg/L pour une VLE à 0.05 mg/L // Phosphore total : 2.52 mg/L pour une VLE à 2 mg/L // Chrome 3 : 0.071 mg/L pour une VLE à 0.05 mg/L S41 : Fer : 0.54 mg/L pour une VLE à 0.1 mg/L // Nickel : 0.23 mg/L pour une VLE à 0.2 mg/L // Phosphore total : 11.6 mg/L pour une VLE à 2 mg/L S42 : MES : 26 mg/L pour une VLE à 10 mg/L // Fer : 0.21 mg/L pour une VLE à 0.1 mg/L // Nickel : 0.44 mg/L pour une VLE à 0.2 mg/L // Phosphore total : 6.76 mg/L pour une VLE à 2 mg/L // Nitrites : 4.81 mg N/L pour une VLE à 1 mg N/L S43 : MES : 16 mg/L pour une VLE à 10 mg/L // Fer : 0.16 mg/L pour une VLE à 0.1 mg/L // Nickel : 0.38 mg/L pour une VLE à 0.2 mg/L // Phosphore total : 4.72 mg/L pour une VLE à 2 mg/L S44 : Fer : 0.27 mg/L pour une VLE à 0.1 mg/L // Nickel : 0.44 mg/L pour une VLE à 0.2 mg/L // Phosphore total : 3.57 mg/L pour une VLE à 2 mg/L S45 : Fer : 0.17 mg/L pour une VLE à 0.1 mg/L // Nickel : 0.37 mg/L pour une VLE à 0.2 mg/L // Phosphore total : 3.33 mg/L pour une VLE à 2 mg/L S46 : Fer : 0.28 mg/L pour une VLE à 0.1 mg/L // Nickel : 0.41 mg/L pour une VLE à 0.2 mg/L // Phosphore total : 2.22 mg/L pour une VLE à 2 mg/L S47 : Fer : 0.26 mg/L pour une VLE à 0.1 mg/L // Nickel : 0.33 mg/L pour une VLE à 0.2 mg/L // Phosphore total : 3.14 mg/L pour une VLE à 2 mg/L S48 : Fer : 0.36 mg/L pour une VLE à 0.1 mg/L // Nickel : 0.26 mg/L pour une VLE à 0.2 mg/L // Phosphore total : 4.25 mg/L pour une VLE à 2 mg/L // Nitrites : 9.13 mg N/L pour une VLE 1mg N/L

S49 : Fer : 0.2 mg/L pour une VLE à 0.1 mg/L // Phosphore total : 2.63 mg/L pour une VLE à 2 mg/L // Nitrites : 10.8 mg N/L
S50 : 15 mg/L pour une VLE à 10 mg/L // Fer : 0.42 mg/L pour une VLE à 0.1 mg/L // Nickel : 0.24 mg/L

Rapport SGS du 12 juillet 2022 pour un prélèvement réalisé le 08/12/2022 :

MES : 16 mg/L pour une VLE à 10 mg/L / Nitrites : 5.16 mg N/L pour une VLE 1mg N/L /Chrome : 0.087 mg/L pour une VLE à 0.05 mg/L

Résultat analyse CI du 26/10/2022 :

MES : 72 mg/L pour une VLE à 10 mg/L // Nitrites : 9.45 mg N/L pour une VLE 1mg N/L // Phosphore total : 5.54 mg/L pour une VLE à 2 mg/L // Fer : 0.119 mg/L pour une VLE à 0.1 mg/L // Nickel : 0.328 mg/L pour une VLE à 0.2 mg/L // Cyanures totaux : 0.012 mg/L pour une VLE à 0.01 mg/L // Diéthylhexylphtalate : 3,9 µg/l pour une VLE : non détectable par les méthodes d'analyses normalisées.

L'exploitant n'a pas reçu les rapports de surveillance des semaines 1 à 4. Toutefois, les résultats d'autosurveillance interne mettent en évidence le non respect des VLE pour certains paramètres sur cette période.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte à poursuivre et liquidation partielle

Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Respect du programme d'autosurveillance des rejets de la STEP interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans les eaux superficielles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : cf tableaux de l'AP 22/12/2016 modifiant ceux de l'AP du 03/10/2005
Constats : L'exploitant doit compléter le dossier de cessation d'activité de la filière Cadmium en application de l'article R.512-39-1 par des éléments descriptifs sur la mise en sécurité du site suite à l'arrêt de cette activité.
Observations : Constat de la visite du 06/09/2022 : La surveillance du paramètre Cadmium n'est plus assurée, ce qui est justifié par l'arrêt de la filière Cadmium. Toutefois, l'exploitant doit transmettre le dossier de cessation d'activité en application de l'article R.512-39-1 et suivants et l'abrogation de la surveillance journalière interne du paramètre Cadmium doit faire l'objet d'une demande de modifications des prescriptions préfectorales en vigueur, en application de l'article R.181-45. L'exploitant doit s'assurer que les conditions de transmission des échantillons au laboratoire, dans le cadre de son autosurveillance interne permettent d'assurer une analyse de ceux-ci selon les normes en vigueur. Constat de la visite du 24/01/2023 : Pour ce qui concerne l'arrêt de la chaîne de traitement cadmiage, l'exploitant indique qu'il est dans l'impossibilité de fournir des éléments documentés liés à la cessation d'activité de la chaîne de traitement cadmiage. Il a joint une attestation sur l'honneur relative à l'absence de document justifiant l'arrêt de cette activité. L'exploitant précise que l'activité cadmium a été arrêtée entre 2000 et 2001 alors que le groupe a acheté la société en 2009. L'exploitant n'a pas connaissance de l'historique de l'établissement lié à cette activité. Il a été précisé à l'exploitant que même s'il n'est pas en mesure de justifier de l'élimination des déchets liée à l'arrêt de cette activité, il doit néanmoins transmettre des éléments descriptifs sur la mise en sécurité du site suite à l'arrêt de cette activité. Pour ce qui concerne les conditions de transmission des échantillons au laboratoire, l'exploitant indique que les conditions d'envoi et de stockage des échantillons ont été revues en interne. Les échantillons sont stockés au frais avant enlèvement par le transporteur. Pour ce qui concerne le transport en cas de fortes chaleurs, l'exploitant étudie la solution de transporter lui-même les échantillons au laboratoire ou de faire appel à un transport express (réception le jour même par le laboratoire) pour limiter le temps de transport.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Surveillance amont / aval de la qualité des eaux de la Grenne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effets sur l'environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/09/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant assure le contrôle de l'impact du rejet de ses réseaux d'eau dans la Grenne selon les modalités suivantes : - aménagement de deux points de prélèvement des eaux du milieu naturel ; un en amont, l'autre en aval de ses rejets à une distance telle qu'il y ait un bon mélange de ses effluents avec les eaux du cours d'eau récepteur, - des prélèvements sur 2 heures sont effectués, par un laboratoire agréé, suivant la fréquence définie ci-dessous. Les polluants listés ci-après sont mesurés, sur les deux points définis précédemment et sur le rejet n°4, tel que défini à l'article 3.1.5.1. : Cf paramètres tableau AP fréquence trimestrielle</p> <p>[...]</p> <p>Les résultats de l'ensemble de ces mesures sont envoyés à l'inspection des installations classées dans un délai maximum d'un mois après la réalisation des prélèvements.</p>
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : <p>Constat du 06/09/22 : Les modalités de surveillance Amont Aval de la qualité des eaux de la Grenne ne sont pas respectées.</p> <p>Les résultats de l'ensemble de ces mesures ne sont pas transmis à l'inspection des installations classées dans un délai maximum d'un mois après la réalisation des prélèvements.</p> <p>Constat de la visite du 24/01/2023 :</p> <p>Les rapports correspondants aux campagnes de mesure réalisées le 9 juin 2022 et le 8 décembre 2022 ont été transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Mesure du débit de la Grenne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure du débit de la Grenne
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant devra donc disposer quotidiennement du débit de la Grenne qu'il aura obtenu des services en charge de la station hydrométrique amont la plus proche du site de la société DEC ou mesuré au droit du site par des méthodes normalisées en vigueur.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Constat du 25/10/22 : L'exploitant n'est pas en mesure d'assurer la fiabilité des mesures de débit de la Grenne qu'il réalise quotidiennement, mesure qui détermine le volume journalier pouvant être rejeté à la Grenne (250 m3 ou 350 m3 max). Constat de la visite du 24/01/2023 L'exploitant indique que son courantomètre a été envoyé en SAV. En attendant le retour de l'appareil, le rejet est limité à 250 m3/j. Il a effectivement été constaté dans le tableau de suivi des rejets que les volumes rejetés n'ont pas dépassé 250m3/j depuis septembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Entretien des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 16 II
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>En complément des dispositions prévues à l'article 7 du présent arrêté, les eaux résiduaires rejetées par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.</p>
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : <p>Constat du 25/10/22 : La conduite de rejets des eaux industrielles traitées est dégradée par les eaux résiduaires. L'exploitant doit s'assurer par des contrôles appropriés et préventifs de son bon état.</p> <p>Constat de la visite du 24/01/2023 : L'exploitant a procédé à un curage de la conduite de rejets des eaux industrielles traitées après la station de traitement menant au regard dans lequel peut se faire le prélèvement. L'exploitant a indiqué qu'un curage est prévu de façon annuelle par une société externe lors de l'arrêt technique estival.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation des apports d'eau et de chacune des diverses catégories d'eaux polluées comportant notamment : • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, isolement de la distribution alimentaire ...) • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs ..) • les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. L'exploitant gère par une procédure toute modification du réseau de distribution d'eau pour prévenir les branchements pouvant mettre en communication de l'eau destinée à la consommation humaine et de l'eau industrielle.</p>
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : <p>Constat du 25/10/2022 : Le plan des réseaux n'est pas totalement à jour. Toute modification du réseau de distribution d'eau n'est pas gérée par une procédure.</p> <p>Constat de la visite du 24/01/2023 : Le plan des réseaux à jour a été transmis à l'inspection. Il n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2016, article 3.1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, suivi des prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Le relevé des volumes est quotidien et retranscrit sur un registre éventuellement informatisé. Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : cf tableau APC du 26/12/2016
Constats : Le relevé des prélèvements d'eau dans le réseau de distribution AEP n'est pas réalisé quotidiennement.
Observations : Constat du 25/10/2022 : Le relevé des prélèvements d'eau dans le réseau de distribution n'est pas réalisé quotidiennement et les débits maximal journalier et mensuel de prélèvement dans le réseau public AEP ne sont pas respectés. Constat de la visite du 24/01/2023 : L'exploitant indique que pour pouvoir faire un relevé automatique des volumes prélevés sur le réseau de distribution AEP, il va équiper son compteur d'eau d'un émetteur de pulsion qui a déjà été livré mais dont il attend la mise en service par le service maintenance car il manque un second appareil qui n'est à ce jour pas encore commandé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Produits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10t - régime autorisation Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 18.5 t</p>
<p>Constats : L'exploitant justifiera la quantité maximale de produits classables sous la rubrique 4130.2 présents dans l'établissement.</p> <p>Le cas échéant, il pourra demander à monsieur le préfet l'application du bénéfice des droits acquis en application de l'article L.513-1 du code de l'environnement, en y joignant tous les documents permettant de justifier de cette antériorité et du reclassement du produit.</p>
<p>Observations : Dans l'état des stocks présenté en séance figure une quantité totale de produits classables sous la rubrique 4130.2 de 54.799 tonnes, soit une quantité très supérieure à la quantité autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation qui est de 18.5 tonnes. Néanmoins, l'exploitant indique que l'acide nitrique, qui contribue en grande partie à cette quantité stockée a été reclassé récemment. L'exploitant n'a cependant pas été en mesure de présenter les éléments justifiant de ce reclassement de la part de son fournisseur.</p> <p>De plus, du fait de l'absence de fiabilité de l'état des stocks (cf point de contrôle n°2), l'exploitant se positionnera sur la quantité maximale de produits classables sous la rubrique 4130.2 présents dans l'établissement.</p> <p>Si des produits entrant dans le classement de la rubrique 4130.2 ont été reclassés depuis 2016 alors que ces produits étaient déjà présents dans l'établissement, l'exploitant peut demander à monsieur le préfet l'application du bénéfice des droits acquis en application de l'article L.513-1 du code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet